

Nicolas Sarkozy porté par la dynamique de sa campagne

L'ex-président de la République a réduit à 4 points son retard sur Alain Juppé au premier tour de la primaire à droite, mais reste en retard pour le second

Candidat déclaré à l'élection présidentielle depuis le 22 août – mais officiellement en lice bien avant cette date –, Nicolas Sarkozy se livre avec gourmandise à l'exercice qu'il a toujours le mieux pratiqué : une campagne électorale. A sa manière. Si ses opinions ont sensiblement varié sur différents sujets, son style est inchangé. Publication d'un livre (*Tout pour la France*, Plon), séances de dédicaces, meetings... Avec une énergie manifestement intacte, il se démultiplie, brocarde ses rivaux, monopolise le débat public à raison de deux ou trois déclarations polémiques hebdomadaires, qui sont autant de « matière » pour les médias et les réseaux sociaux (où elles tournent en boucle) que de signaux adressés toujours dans la même direction : l'extrême droite.

Force est de constater, à ce stade, que cette stratégie est efficace. En témoignent, vague après vague, les résultats de l'enquête électorale menée par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), en collaboration avec *Le Monde* et réalisée par Ipsos-Sopra Steria ; un sondage d'une ampleur inédite, qui repose sur l'interrogation périodique d'un panel de près de 20 000 personnes. Principal enseignement de la sixième vague, réalisée du 9 au 18 septembre auprès de 18 659 personnes, dont 1 216 se déclarant certaines d'aller voter à la pri-

L'ex-président profiterait d'un corps électoral centré sur le noyau dur de LR, qui lui semble acquis

mairie : une nouvelle progression de trois points de M. Sarkozy, qui recueille désormais 33 % des intentions de vote pour le premier tour de la primaire de la droite, contre 30 % en juin.

Selon l'analyse d'Ipsos-Sopra Steria, cette progression est due à des transferts de vote en sa faveur, venant de personnes qui se prononçaient pour d'autres candidats en juin. Alain Juppé reste en tête mais perd un point, à 37 %. L'écart entre les deux favoris était de 16 points en mars, 14 points en mai, 8 points en juin. Il n'est plus que de 4 points. Autant dire que si cette tendance devait se poursuivre, les courbes se croiseraient avant le scrutin des 20 et 27 novembre.

L'ancien chef de l'Etat a toujours mené des campagnes de premier tour, misant sur l'effet de la dynamique produite pour faire la différence au second. Il agit de même aujourd'hui, cherchant à mobiliser derrière lui bien plus qu'à rassembler. La dynamique est là, incontestablement. Jusqu'à pré-

sent, M. Sarkozy mobilise. Il fidélise également : 96 % de ceux qui s'étaient prononcés en sa faveur en juin répètent leur choix en septembre, contre 89 % de ceux qui avaient choisi Alain Juppé. Parmi les seuls sympathisants du parti Les Républicains (LR) – qui constituent l'essentiel (58 %) de notre sous-échantillon pour la primaire –, M. Sarkozy accroît sensiblement son avance sur M. Juppé : un point en mai, 7 points en juin, 14 points (47 % contre 28 %) en septembre.

Rassemblement

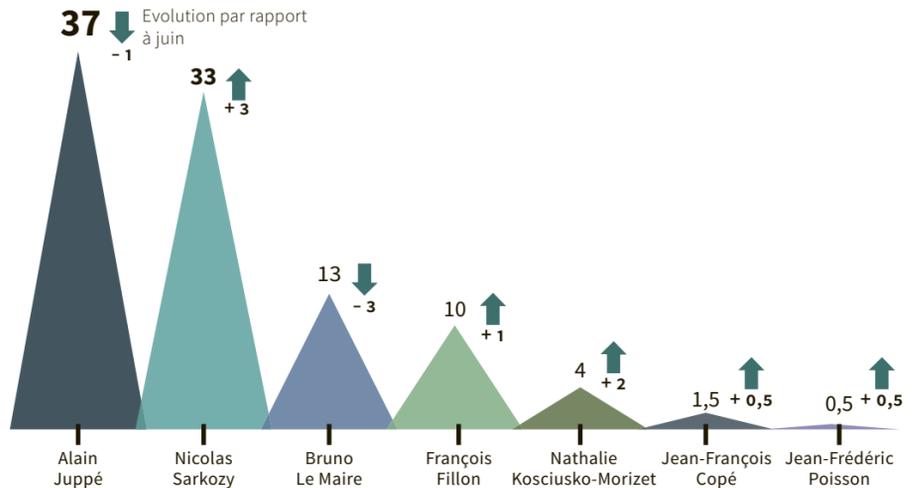
Reste une inconnue de taille : l'ampleur de la participation et le profil des votants. L'ancien président profiterait à l'évidence d'un corps électoral centré sur le noyau dur de LR, qui lui semble acquis. Toute autre est la stratégie de M. Juppé, qui mène une campagne de rassemblement, et à tout intérêt à ce que les centristes, ainsi que les « déçus » de François Hollande participent à un scrutin qui – au vu de l'état de la gauche – pourrait bien désigner sinon le prochain président de la République, tout au moins le futur adversaire au second tour de la présidente du Front national, qui y figurerait selon toutes probabilités.

La dynamique est donc du côté de M. Sarkozy. L'issue du scrutin, de moins en moins prévisible – l'écart se resserrant d'ailleurs dans les pronostics de victoire –, sera affaire de rythme et de mobi-

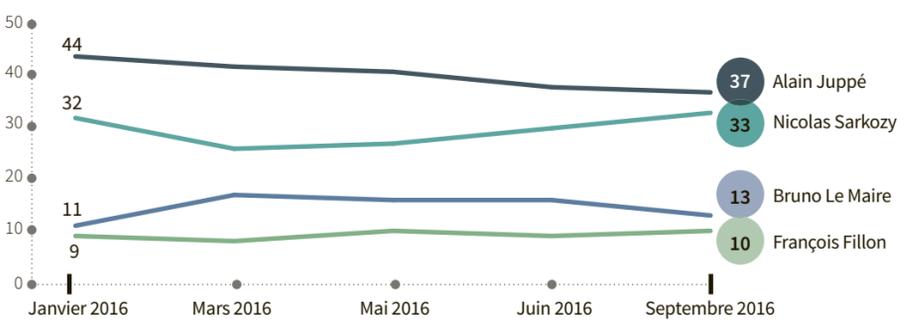
Nicolas Sarkozy se rapproche d'Alain Juppé

Question : Si le premier tour de la primaire à droite avait lieu dimanche prochain et si vous aviez le choix entre les candidats suivants, pour lequel y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?

RÉPONSES EN % DES PERSONNES CERTAINES D'ALLER VOTER ET QUI SE SONT EXPRIMÉES



ÉVOLUTION DES INTENTIONS DE VOTE, EN % DES PERSONNES CERTAINES D'ALLER VOTER



SOURCES : IPSOS - SOPRA STERIA, CEVIPOF ET LE MONDE - INFOGRAPHIE LE MONDE

Echantillon : 18 659 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus ; dont 1 216 personnes certaines d'aller voter à la primaire à droite. Sondage effectué du 9 au 18 septembre 2016.

lisation. Toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire en l'absence d'événement marquant d'ici là, M. Juppé, même si sa position s'effrite, peut encore espérer conserver assez d'avance pour l'emporter au second tour. Ses atouts sont différents, mais ils ne sont pas mineurs. Ainsi le report des intentions de vote pour d'autres candidats au premier tour lui est largement favorable : selon notre enquête, 49 % des électeurs de Bruno Le Maire le choisiraient au second tour (contre 29 % qui se

prononceraient pour M. Sarkozy), ainsi que 52 % des électeurs de François Fillon (contre 32 %) et 52 % des électeurs de Nathalie Kosciusko-Morizet (contre 23 %). Cette préfiguration de rassemblement permet à M. Juppé de devancer nettement M. Sarkozy dans les intentions de vote de second tour (56 % contre 44 %).

Une chose semble de plus en plus probable : le match devrait se jouer entre M. Juppé et M. Sarkozy. Le « troisième homme », Bruno Le Maire, perd trois points dans la

sixième vague de cette enquête. Avec 13 % d'intentions de vote, il est distancé, 20 points derrière M. Sarkozy. François Fillon reste à la quatrième place en grappillant un point mais, à 10 % d'intentions de vote, il ne décolle pas de son étiage depuis le début de l'année (9 % en janvier). Dans le bas du classement, Nathalie Kosciusko-Morizet progresse de 2 points pour atteindre 4 %. Jean-François Copé (1,5 %) et Jean-Frédéric Poisson (0,5 %) ferment la marche. ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

Alain Juppé, candidat favori des hommes, des jeunes et des diplômés

Pour la primaire à droite, le maire de Bordeaux peine à séduire l'électorat féminin

Le corps électoral de la primaire de la droite est très spécifique. 6 % des Français inscrits sur les listes électorales déclarent aujourd'hui qu'ils sont tout à fait certains d'y participer. Ces électeurs sont beaucoup plus âgés que la moyenne (12 % de participation chez les 65 ans et plus contre 3,5 % chez les moins de 35 ans) ; sensiblement plus éduqués (8 % de participation chez les personnes ayant un diplôme bac + 4 ou grandes écoles contre moins de 6 % chez ceux qui n'ont aucun diplôme ou le seul CEP) ; nettement plus aisés (17 % de participation chez les Français dont le revenu mensuel du foyer et de 6 000 euros ou plus contre 4 % dans les foyers dont le revenu est inférieur à 1 250 euros) ; et plus marqués par la pratique catholique (12 % et 11 % de participation chez les catholiques pratiquants réguliers et occasionnels contre 4 % chez les sans-religion).

Cette France âgée, bien intégrée culturellement et économiquement, et porteuse d'un certain ancrage catholique pèsera de tout son poids dans le choix du candidat du parti Les Républicains.

Mais tous les candidats ne sont

pas logés à la même enseigne. Les messages politiques qu'ils véhiculent définissent des profils contrastés. Tout d'abord, la capacité à convaincre les femmes est inégale.

Dominé dans la population masculine par Alain Juppé (41 % contre seulement 27 % à Nicolas Sarkozy), l'ancien président de la République est nettement mieux placé (40 %) que le maire de Bordeaux (34 %) auprès des femmes qui ont prévu de participer à la primaire. M. Sarkozy semble bénéficier d'un légitimité présidentielle plus important chez les femmes que chez les hommes. En ce qui concerne l'âge, le candidat le plus âgé, Alain Juppé, réalise ses meilleures performances chez les 18-24 ans (40 %), loin devant Nicolas Sarkozy (29 %) et le « jeune » Bruno Le Maire (13 %). Ce dernier atteint des sommets (15 %) chez les 65 ans et plus, tout comme François Fillon (13 %), les deux autres candidats étant à leur niveau national dans cette tranche d'âge.

Le niveau d'éducation introduit aussi de fortes différences. Parmi les électeurs dotés d'un diplôme bac + 4 ou de grandes écoles, Alain Juppé atteint 50 % des intentions de vote contre 22 % à Nicolas

Sarkozy, 12 % à François Fillon et 11 % à Bruno Le Maire. En revanche, en bas de la pyramide (sans diplôme ou CEP), les deux principaux candidats sont à égalité (29 %) et les autres sont au-dessus de leur niveau national (16 % pour Fillon, 14 % pour Le Maire). Dans des milieux de haut niveau d'éducation, la campagne tonitruante et les verdicts abrupts de Nicolas Sarkozy peinent à convaincre.

Style populiste

Il en est de même sur le terrain du capital économique. Dans les foyers aux revenus élevés (6 000 euros et plus) Nicolas Sarkozy (24 %) est nettement dominé par Alain Juppé (40 %) et les challengers Fillon et Le Maire atteignent des niveaux tout à fait honorables (14 % chacun). En revanche, en bas de la hiérarchie des revenus (moins de 1 250 euros), M. Sarkozy est en avance (48 %) sur ses concurrents (32 % pour Juppé, 5 % pour Fillon et 4 % pour Le Maire). Le style populiste de l'ex-président rencontre un écho chez les électeurs de droite les plus démunis. Cependant cette frange de l'électorat de la primaire ne représente que 6 % du corps électoral de

ce scrutin Dans la tranche de revenus par foyer la plus importante (30 % du corps électoral) qui va de 3 500 à 5 999 euros par mois, Alain Juppé reste en tête (42 % contre 28 % à M. Sarkozy).

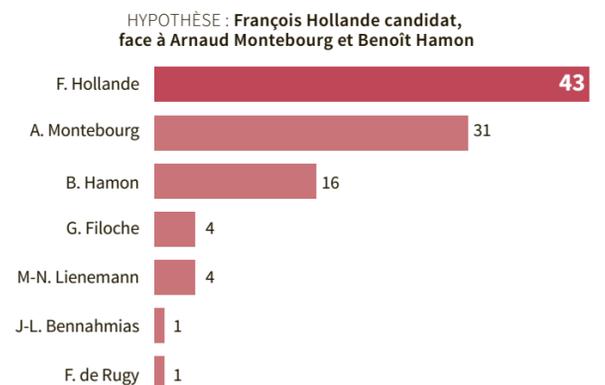
Enfin, dans un univers de droite où, historiquement, la variable religieuse a toujours joué un rôle important, on constate des pénétrations inégales par les candidats de ce cœur de cible de la droite française. Chez les catholiques pratiquants (30 % de l'électorat de la primaire), les challengers font mieux que leur niveau national et Nicolas Sarkozy devance Alain Juppé. En revanche, le maire de Bordeaux reprend l'avantage (38 % contre 35 % à M. Sarkozy) parmi les catholiques non pratiquants et il creuse l'écart parmi les Français de droite sans religion (25 % de l'électorat). Dans cette dernière population, Alain Juppé atteint 42 % contre 25 % à Nicolas Sarkozy, 14 % à Bruno Le Maire et 11 % à François Fillon. Reste à savoir si la campagne de la primaire parviendra à déplacer les lignes d'un affrontement qui s'enracine déjà dans des sociologies contrastées. ■

PASCAL PERRINEAU
(PROFESSEUR À SCIENCES PO)

La primaire socialiste

INTENTION DE VOTE AU PREMIER TOUR

Question : si vous aviez le choix entre les candidats suivants en % des personnes certaines d'aller voter



Personnes certaines d'aller voter n'ayant pas exprimé d'intention de vote, 26 %

SOURCE : IPSOS - SOPRA STERIA, CEVIPOF ET LE MONDE - INFOGRAPHIE LE MONDE

Echantillon : 18 659 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus ; dont 12 469 personnes certaines d'aller voter à la présidentielle de 2017 et 1 017 certaines d'aller voter à la primaire socialiste. Sondage effectué du 9 au 18 septembre 2016.

Montebourg menace Hollande au second tour

Le panel du Cevipof a été interrogé, pour la première fois, sur la primaire socialiste prévue en janvier 2017. Le potentiel de participation à ce scrutin est actuellement de 4 %, ce qui équivaut à 2 millions d'électeurs, soit une mobilisation sensiblement inférieure à la participation à la primaire de la droite (6 %) ou à la primaire socialiste de 2011. Avec 43 % des intentions de vote (dont 67 % des sympathisants socialistes), François Hollande devance Arnaud Montebourg (31 %) et Benoît Hamon (16 %) au premier tour. Mais il n'est pas assuré de l'emporter au second tour, où Montebourg fait jeu égal avec lui. Dans l'hypothèse où Manuel Valls serait le candidat socialiste, le rapport de force serait quasiment identique : il arriverait en tête au premier tour (41 %), mais serait battu au second (49 % contre 51 % à Montebourg).

Emmanuel Macron en grand perturbateur

L'ex-ministre de l'économie bouscule les jeux politiques traditionnels pour la présidentielle

Il est bon de le rappeler : à sept mois de l'échéance, les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle n'ont aucun caractère prédictif. D'autant moins que plusieurs des candidatures testées sont encore hypothétiques et qu'un tiers des personnes interrogées ne sont pas certaines d'aller voter. Pour autant, cette sixième vague de l'enquête électorale du Cevipof dessine clairement, à ce stade, les lignes de force de la compétition à venir.

Macron ratisse de tous côtés Un mois après sa démission du gouvernement et alors qu'il n'a pas (encore) fait acte de candidature, l'ex-ministre de l'économie provoque de sérieuses turbulences. Il est crédité de 12 % à 14 % des intentions de vote, selon que le candidat de la droite est Alain Juppé ou Nicolas Sarkozy. Et il ratisse des électeurs de tous les côtés.

Dans l'hypothèse des candidatures de Nicolas Sarkozy et du centriste François Bayrou, M. Macron voit basculer en sa faveur 24 % des électeurs de M. Bayrou, 23 % de ceux qui n'exprimaient pas de choix jusqu'à présent, 18 % de ceux de M. Hollande, 14 % de ceux de M. Sarkozy et même 6 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et 3 % de ceux de Marine Le Pen.

Dans l'hypothèse Juppé (et sans Bayrou), une éventuelle candidature Macron attire les suffrages de 18 % des « non exprimés », 18 % également des électeurs de M. Hollande, 15 % des électeurs de M. Juppé et, respectivement, 4 % et 3 % des électeurs de M. Mélenchon et de M^{me} Le Pen. S'il poursuit son aventure, l'ancien ministre de l'économie pourrait bien devenir le grand perturbateur du scrutin. A condition que cet électoral composite, fondé pour l'heure sur l'attrait de la nouveauté, résiste à la logique présidentielle de rassemblement autour des grandes forces politiques (PS, droite, FN).

Le Pen consolide Depuis le début de l'année, la candidate du Front national progresse et confirme qu'elle abordera la présidentielle en position de force. Dans l'hypothèse où Alain Juppé est le candidat de la droite, elle est créditée de 30 % des intentions de vote, soit 1 point de mieux qu'en mai et 3 points de mieux qu'en mars. Devancée par M. Juppé (34 %) si M. Macron n'est pas candidat, elle fait jeu égal avec lui (28 %) si l'ancien ministre se présente.

En revanche, elle surclasse nettement M. Sarkozy au premier tour, avec 29 % des intentions de vote (contre 22 % à l'ancien président de la République) si M. Ma-

cron n'est pas candidat, et 27 % (contre 18 %) si M. Macron est candidat. La préoccupation croissante des Français pour les questions de sécurité et d'immigration et l'aptitude présumée du FN à les résoudre, contribue à renforcer la position de M^{me} Le Pen.

Hollande plombe la gauche L'affaiblissement de la position du président de la République depuis le début de l'année est spectaculaire. En janvier, il était encore crédité de 20 % des intentions de vote si Nicolas Sarkozy portait les couleurs de la droite et si François Bayrou était candidat. Il n'en recueille plus aujourd'hui que 13 %, rattrapé par Jean-Luc Mélenchon et talonné par M. Bayrou (12 %).

Et c'est pire si Emmanuel Macron entre en lice : le chef de l'Etat ne recueille plus, alors, que 10 % des intentions de vote, devancé par M. Mélenchon et M. Macron. La situation est à peu près identique dans l'hypothèse où Alain Juppé est le candidat de la droite. A ce stade, l'affaiblissement de François Hollande et l'éclatement de la gauche prive celle-ci de toute chance de se qualifier pour le second tour de la présidentielle, aucun de ses candidats ne rassemblant plus de 14 % des intentions de vote.

La droite suspendue à sa primaire La droite est forte de la faiblesse de la gauche. Sans M. Macron, l'ensemble des candidats de gauche (les deux trotskystes, M. Mélenchon, un écologiste et M. Hollande) ne recueillent, en effet, que 27 % à 32 % des intentions de vote. Avec l'ex-ministre de l'économie, la gauche plafonne à 40 %.

Cela rend d'autant plus aigu l'enjeu de la primaire qui désignera le candidat de la droite. Son vainqueur sera en position très favorable pour l'emporter à la présidentielle. M. Juppé paraît, aujourd'hui, mieux à même que M. Sarkozy d'écarter la menace de la candidate du Front national. ■

GÉRARD COURTOIS

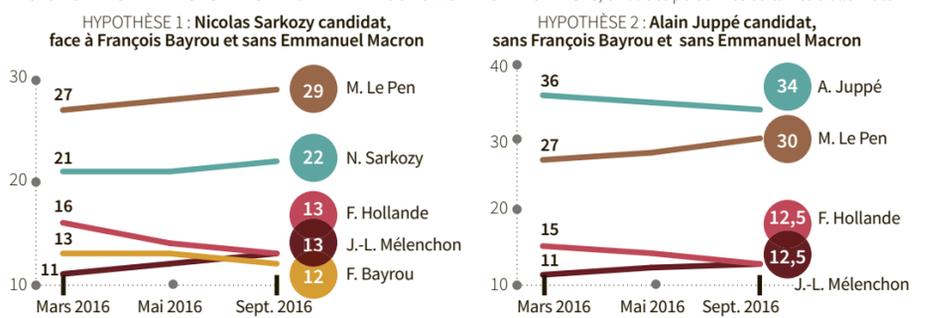
L'hypothèse Macron testée pour la première fois

Question : Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, quel est le candidat pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez ?

Réponses en fonction de quatre hypothèses, en % des personnes certaines d'aller voter

LISTE DES CANDIDATS	HYPOTHÈSE 1 : Nicolas Sarkozy candidat		HYPOTHÈSE 2 : Alain Juppé candidat	
	Sans E. Macron	Avec E. Macron	Sans E. Macron	Avec E. Macron
● NATHALIE ARTHAUD	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
● PHILIPPE POUTOU	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
● JEAN-LUC MÉLENCHON	13 %	11,5 %	12,5 %	11,5 %
● CÉCILE DUFLLOT	3 %	2,5 %	3 %	2,5 %
● FRANÇOIS HOLLANDE	13 %	10 %	12,5 %	10 %
● EMMANUEL MACRON		14 %		12 %
● FRANÇOIS BAYROU	12 %	9 %		
● CANDIDAT LES RÉPUBLICAINS	22 %	18 %	34 %	28 %
● NICOLAS DUPONT-AIGNAN	5 %	5 %	5 %	5 %
● MARINE LE PEN	29 %	27 %	30 %	28 %
● JACQUES CHEMINADE	moins de 0,5 %	moins de 0,5 %	moins de 0,5 %	moins de 0,5 %
Non exprimés	15 %	12 %	14 %	11 %

ÉVOLUTION DES INTENTIONS DE VOTE AU PREMIER TOUR SELON LES HYPOTHÈSES, en % des personnes certaines d'aller voter



SOURCE : IPSOS - SOPRA STERIA, CEVIPOF ET LE MONDE - INFOGRAPHIE LE MONDE
Echantillon : 18 659 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus ; dont 12 469 personnes certaines d'aller voter à la présidentielle de 2017 et 1 216 certaines d'aller voter à la primaire à droite. Sondage effectué du 9 au 18 septembre 2016.

MÉTHODOLOGIE

Une enquête sans précédent

L'enquête électorale du Centre de recherche de Sciences Po (Cevipof), réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec Le Monde est un dispositif unique en France. Il repose sur l'interrogation régulière, par Internet, d'un panel de personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et

plus. Ce panel compte actuellement 18 659 personnes, dont 12 469 sont certaines d'aller voter à la présidentielle de 2017, 1 216 certaines d'aller voter à la primaire de la droite et 1 017 certaines à la primaire socialiste. Commencée en novembre 2015, cette enquête se prolongera jusqu'en juin 2017. Elle permettra de mesurer la dynamique des comportements électoraux.

Le chômage reste la principale préoccupation des Français

Depuis deux ans, les inquiétudes en matière de sécurité ont rejoint celles qui concernent l'emploi

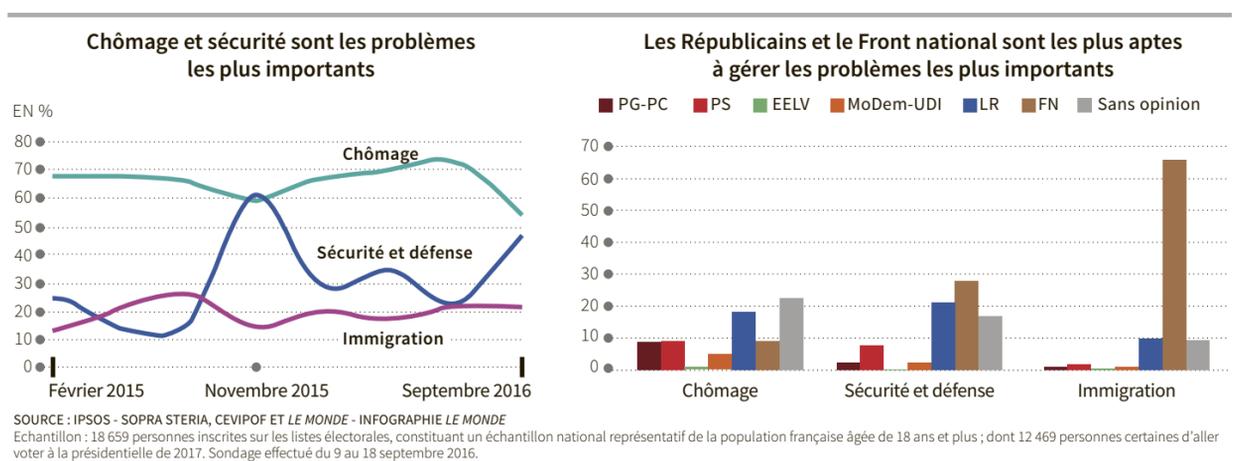
Depuis 1965, l'élection présidentielle marque le rendez-vous d'un candidat perçu de manière de plus en plus providentielle avec un corps électoral de moins en moins mobilisé, en particulier les plus jeunes. Ce décalage prend avant tout racine dans la crise des pratiques de la démocratie représentative et dans la désillusion grandissante des Français vis-à-vis de représentants élus jugés peu responsables. Si le constat semble sévère, il traduit deux crises majeures : le déficit du système politique actuel pour saisir les préférences d'action publique des citoyens et l'incapacité des candidats et des partis politiques à se saisir et répondre efficacement et justement aux priorités de politiques publiques.

Dans la dernière vague de l'enquête électorale française, deux questions ont permis d'explorer l'état de l'opinion publique sur la nature et la hiérarchie des enjeux politiques. A la question « quel est selon vous le problème le plus important pour la France aujourd'hui? », 30 % des personnes interrogées ont répondu le chômage et 24 % ont mentionné la sécurité. Les autres enjeux se répartissent dans des propor-

tions beaucoup plus faibles autour des thèmes liés à l'immigration (11 %), l'économie en général (8 %) ou encore le système politique (6 %).

Si le chômage et la sécurité s'imposent comme les deux enjeux les plus saillants, ils connaissent depuis plus de deux ans une évolution contrastée. En effet, à l'instar d'autres démocraties européennes, le chômage est jugé comme le problème le plus important à traiter. En revanche, la question de la sécurité fait irruption à des niveaux comparables à celle du marché du travail à deux instants précis. En novembre 2015, à la suite des attentats de Paris et Saint-Denis, puis ces dernières semaines dans un contexte de menaces terroristes ayant suivi les attentats de Nice et de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime).

Une opinion désemparée En l'espace de six mois, l'importance accordée aux questions de sécurité a donc progressé de 14 points aux dépens du chômage qui perd 21 points. Outre ces évolutions, l'importance de tels enjeux révèle donc une attente très élevée des Français en matière d'action publique. Vers qui ?



SOURCE : IPSOS - SOPRA STERIA, CEVIPOF ET LE MONDE - INFOGRAPHIE LE MONDE
Echantillon : 18 659 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus ; dont 12 469 personnes certaines d'aller voter à la présidentielle de 2017. Sondage effectué du 9 au 18 septembre 2016.

Nous avons alors posé une seconde question, étroitement liée à la précédente, sur le parti politique le plus apte à traiter l'enjeu que les répondants ont indiqué comme « le plus important ». Les résultats confirment nettement le climat de défiance généralisée vis-à-vis des partis politiques, en particulier ceux de gouvernement (Parti socialiste et Les Républicains) puisque les Français interrogés estiment globalement qu'aucun parti n'est capable de traiter ces enjeux.

Toutefois, deux exceptions permettent au Front national de tirer son épingle du jeu. En effet, il s'impose comme la formation politique perçue comme la plus capable de traiter l'enjeu de sécurité (pour 28 % des personnes interrogées, contre 21 % pour Les Républicains et 8 % pour le Parti socialiste). Ensuite, et surtout, 66 % des Français considèrent que le parti frontiste (contre 10 % pour Les Républicains) est le plus à même d'apporter des réponses

aux enjeux liés à l'immigration. Bien que ce dernier enjeu ne domine pas les préférences politiques des citoyens, il n'en demeure pas moins aujourd'hui le plus politisé. Enfin, sur l'ensemble des autres enjeux de nature économique et sociale (politiques sociales, pouvoir d'achat...), aucun parti ne parvient à enrayer une opinion désemparée de l'action publique. A travers ces résultats, c'est l'ensemble des institutions politi-

ques de la V^e République qui sont visées, en particulier le lien entre représentants et efficacité politique. Par-delà la formule miterrandienne « Dans la lutte contre le chômage, on a tout essayé », l'irruption d'attentes sur les enjeux de sécurité et d'immigration illustre ici la tonalité du terrain sur lequel les futurs candidats à l'élection présidentielle auront à répondre face aux Français. ■

MARTIAL FOUCAULT
(DIRECTEUR DU CEVIPOF)